



La lettre

des élus communistes et apparentés
de Vénissieux - N° 41 - JUIN 2017

19 ans
d'existence
pour le festival
Fêtes escales,
entièrement
gratuit et
ouvert à tous !
Les 14, 15 et
16 juillet.



ÉDITO

La présidentielle a donc tout emporté, mais les difficultés restent : désindustrialisation, chômage, précarité, inégalités, mal logement, insécurité, incivilités, violences...

Le président Macron et son assemblée de députés aux ordres n'a pas de recette miracle. Le président est issu du système bancaire, promoteur de la mondialisation et de l'Europe. Les fermetures de sites, les licenciements vont continuer. Avec la loi travail promise, même dans les entreprises où les syndicats sont organisés, les salariés ne pourront plus espérer que le minimum. La réduction des dépenses publiques va continuer avec de nouvelles baisses de subventions aux associations, le non remplacement de postes dans les services publics au détriment des usagers. Bercy veut réduire les APL, les retraités vont payer la CSG, la SECU vendue aux amis assureurs de Macron.

Pour les millions d'électeurs qui ont cru en avril qu'en changeant le personnel politique, on pouvait changer de politique, pour les millions d'abstentionnistes qui ont considéré en juin qu'un député ne servait à rien, le pouvoir absolu qui s'installe va faire mal !

Les politiques d'austérité renforcée, de mondialisation accélérée et de dissolution de la France dans l'Europe vont rapidement placer notre peuple au pied du mur... Accepter et se résigner ou protester et s'organiser pour agir ?

A Vénissieux, les candidats d'une gauche de combat étaient divisés pour des raisons nationales malheureuses. L'addition de leurs suffrages les place pourtant en tête. Vénissieux peut tenir le cap à gauche ! Cela nous conforte pour continuer à réaliser le plan de mandat de l'équipe municipale en ouvrant largement la porte à tous ceux qui veulent agir contre l'austérité, pour les services publics, pour l'égalité et la fraternité !

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au maire

LA MORT PROGRAMMÉE DE JEAN DELATOUR

Exceptionnellement dans cette lettre, le témoignage d'une élue au cœur d'une lutte sociale. Preuve, s'il en fallait que nos élus communiste sont bien ancrés dans la réalité, loin des discours de façade de la nouvelle majorité Présidentielle et de ses fausses « sociétés civiles ».

Entretien avec Valérie TALBI, adjointe au maire, ex-salariée de Jean Delatour, déléguée CGT au CE de l'entreprise, en lutte aux côtés de ses collègues.

Suite à l'annonce brutale de la fermeture de l'entreprise Delatour, quel est votre sentiment ?

Nous avons la conviction que cette fermeture n'est pas due à la mauvaise conjoncture. C'est une mort programmée par la direction, depuis plusieurs années.

Quel regard portez vous sur l'histoire de votre entreprise ?

Le magasin historique a été ouvert il y a 36 ans, à Vénissieux, par le fils d'un militant syndical. Le concept a puisé toute sa force dans le partenariat avec les comités d'entreprises (CE), un de nos atouts sur la grande distribution, tout comme notre service après-vente « maison » assuré par des bijoutiers et horlogers à demeure. En 2010, Jean Delatour comptait 68 boutiques en France, faisant la richesse de la famille Frety-Quinquinet, héritiers et dirigeants actuels.

Comment expliquer la situation ?

Malgré l'ouverture d'une procédure de sauvegarde en 2014, rien n'a été fait pour redresser la barre, au contraire, les salariés ont assisté, impuissants, au sabotage. Tout ce qui faisait notre spécificité a été supprimé : horlogers-bijoutiers et commerciaux CE d'où la rupture avec notre clientèle historique. De plus, la mainmise paternaliste a été un frein à une évolution nécessaire. Les collections de bijoux auraient méritées d'être modernisées, tout comme la communication. Tous les postes clés étaient chasse-gardée des membres de la famille, sans aucun professionnalisme, menant l'entreprise à la désuétude.

Quelles sont les conséquences aujourd'hui ?

Dépôt de bilan ! Les 25 boutiques encore implantées en 2017 vont toutes fermer mettant 170 salariés au chômage, dont 50 à Vénissieux. La raison évoquée est une « grosse dette » creusée, alors que pendant le même temps la famille Frety-Quinquinet s'enrichissait.

Quelles sont vos actions de lutte ?

Nous avons organisé de nombreux piquets de grève pour affirmer notre volonté de nous battre et la CGT a saisi le procureur de la République. Nous avons également eu le soutien de Michèle Picard, maire de Vénissieux qui a obtenu, pour nous, un rendez-vous avec le préfet. Le comité de défense pour l'emploi s'est également mobilisé à nos côtés.

Qu'espérez-vous obtenir ?

Nous voulons garder notre outil de travail, qui bien dirigé, serait viable. Changeons ce qui dysfonctionne, changeons les dirigeants !

Nous exigeons aussi que lumière soit faite sur la fortune et les pratiques de la famille Frety-Quinquinet, propriétaire de nombreuses SCI. Nous voulons connaître la vérité sur l'apparition de plusieurs membres de la famille sur la liste dite « Panama papers ».

MACRON, PROMESSE D'UNE OFFENSIVE AUSTÉRITAIRE

Le président de la République fraîchement élu, Emmanuel Macron, a beau avoir fait campagne sur le renouvellement de la vie politique, la feuille de route qu'il affiche s'inscrit bien dans la droite lignée de celle de ses prédécesseurs à l'Elysée.

En effet, après les quinquennats Sarkozy et Hollande marqués par des baisses drastiques de dotations aux collectivités locales, les communes se préparent à devoir affronter une nouvelle offensive austéritaire ces cinq prochaines années.

Bien sûr, Emmanuel Macron - qui n'a jamais exercé de mandat local - tente de rassurer élus et administrés, jurant que non seulement les 60 milliards d'euros de baisse de la dépense publique - dont 10 milliards uniquement pour les collectivités - seront indolores, mais qu'ils pourraient en plus être conjugués à un renforcement de certains secteurs de la fonction publique.

Le nouveau président de la République s'engage par exemple à réduire les effectifs à douze élèves par classe en CP et CE1 dans les écoles classées REP et REP+. Un objectif évidemment louable mais qui se heurte à des obstacles très concrets : où mettre ces nouvelles classes alors que nombre d'écoles sont déjà en tension au niveau de leurs locaux ? Comment croire que l'installation d'algecos dans les cours de récréation relève d'un dispositif éducatif pérenne ? Afin de pourvoir les besoins en enseignants, Emmanuel Macron prévoit certes de créer 5000 postes, mais il compte aussi sur 7000 redéploiements dont les 5000 enseignants qui étaient jusque là affectés sur le dispositif « plus de maîtres que de classes », qui disparaîtrait ainsi alors que celui-ci avait fait ses preuves pour accompagner les élèves en difficulté. Un retour en arrière décrié par les syndicats d'enseignants. Alors que le nouveau président de la République entend par ailleurs supprimer 50 000 postes dans la fonction publique d'Etat, comment croire que les moyens qui seront concentrés sur les classes de CP et CE1 ne vont pas servir de mesure d'affichage pour camoufler les carences en enseignants dans les autres niveaux ?

Le président de la République avait également bien mis en avant dans ses promesses de campagne *l'exonération de 80% des contribuables de la taxe d'habitation, l'un des leviers pourtant essentiels de l'autonomie financière des communes*. Face à l'opposition des maires, Emmanuel Macron a promis que l'Etat compenserait intégralement le manque à gagner. Mais là encore, comment croire que ces promesses seront tenues quand l'exécutif entend réduire les dépenses de 60 milliards d'euros sur les cinq prochaines années ?

Cette mise au pas des communes que le nouveau président de la République entend accélérer est d'ailleurs clairement assumée. A ce titre, Emmanuel Macron compte bien amplifier la logique de métropolisation - qui éloigne un peu plus le processus décisionnel des citoyens - sur le modèle de la métropole de Lyon porté aussi bien par ses amis Gérard Collomb et Michel Mercier que par Edouard Balladur.

Pour le reste, le nouveau chef de l'Etat veut imposer 70 000 à 75 000 suppressions d'emplois aux collectivités en les incitant à ne pas remplacer les départs en retraite.

Pourtant, comme le rappelait justement le maire UDI de Sceaux et secrétaire général de l'Association des maires de France, Philippe Laurent, dans une interview donnée à la Gazette des communes vendredi dernier : « Il n'y a pas de marges en matière d'effectifs dans les collectivités ».

Ce qui n'empêche pas Emmanuel Macron de vouloir dans le même temps étendre les amplitudes horaires des services publics, par exemple en faisant ouvrir les bibliothèques le dimanche. Pas étonnant de la part de cet ardent défenseur du travail dominical, qui a permis à tant de grands groupes privés d'imposer à leurs salariés de travailler le dimanche et le soir, désorganisant leur vie sociale et familiale, pour de maigres compensations qui fondent à mesure que ces horaires censés être atypiques se banalisent.

En vérité, le projet que porte Emmanuel Macron dans le public, c'est exactement le même que celui qu'il défend dans le privé, le même que celui de la droite dite dure de François Fillon qui voulait simplement aller plus vite : *une casse des acquis sociaux et le travailler plus pour gagner pareil, avec à la clé une régression sociale pour tous*. En franchissant au passage un seuil dans le renforcement de la monarchie présidentielle de la Ve République en ayant d'ores et déjà annoncé qu'il légifèrerait sur la casse du Code du Travail par ordonnance.

Car pour espérer faire plus avec moins d'agents, quelle autre solution que d'attaquer leurs statuts et leurs rémunérations, et de dégrader la qualité du service public ? Une menace clairement annoncée par le nouveau président de la République : suppression de la hausse uniforme du point d'indice avec l'idée de mettre la pression aux collectivités pour que ce soient elles qui répercutent les exigences austéritaires de l'Etat, augmentation du temps de travail, recours accru aux contractuels, détérioration des régimes de retraite des fonctionnaires.

L'alliance du socialiste Gérard Collomb avec la droite de Michel Mercier pour créer la métropole n'était pas conjoncturelle. Sa logique apparaît avec Macron et ce premier ministre Edouard Philippe, qui a lui aussi commencé comme socialiste avant de passer au centre, puis à l'UMP avec Juppé. Autrement dit, c'est bien la droite qui est au gouvernement, une droite qui se fait croire au centre comme M. Hollande se faisait croire de gauche.

C'est pourquoi toutes ces menaces doivent inciter non seulement les élus, mais aussi les agents et les citoyens de nos communes à se mobiliser ensemble pour rappeler que les services publics ne sont pas une charge ou un coût mais une richesse indispensable pour répondre aux besoins de la majorité de nos concitoyens.

ELAMS, CE RAP QUI NUIT. ELAMS...HÉLAS

La ville de Vénissieux se constitue partie civile, après les violences urbaines, qui ont suivi le tournage d'un clip de rap non autorisé, dans le quartier de la Darnaise, le 1er février 2017.

On sait que le Procureur de la République n'hésite pas à poursuivre des militants syndicalistes comme Pierre Coquan, pour une simple distribution de tract à un péage. On ne comprendrait pas qu'il n'use pas de tous les moyens de la loi pour faire respecter les Vénissiens et la ville contre Elams, un provocateur qui s'est permis de «privatiser» le parc des Minguettes pour son clip, appelant au vandalisme et à la violence urbaine.

En montrant des armes de guerre, des situations de violences, notamment contre la police et les services publics, ce rappeur cherche, uniquement, à faire du business, bien loin de toute ambition culturelle, politique ou sociale.

C'est pourquoi nous voulons lancer un appel aux parents, notamment des quartiers populaires, pour refuser cette banalisation de la guerre comme imaginaire pour nos enfants.

Cela n'a rien à voir avec les cowboys et les indiens, les mousquetaires ou la guerre des boutons. Il s'agit bien d'images de guerre qui imitent celles que l'on voit à la télévision, qui font croire qu'un héros c'est celui qui a une arme et qui n'hésite pas à tirer. On est proche du contenu des vidéos djihadistes qui habituent à la pire violence pour tuer toute sensibilité, toute empathie pour les autres.



On est bien loin de Kerry James qui rappe «La rue ça fait mal» et qui, dans «je ne suis pas un héros», nous dit :

« Je n'ai pas vendu ma révolution au plus offrant.

Le succès m'a fait du pied, la fortune des clins d'œil.

Mais pour cela je devais jeter mon intégrité dans un cercueil.

J'ai refusé. »

Nous sommes nombreux à aimer un rap qui redonne au texte une place qu'il avait perdu dans le rock. La violence qui existe dans la réalité, et qui est évoquée quotidiennement dans les médias a évidemment sa place dans la culture sous des formes diverses. Toute la question est de savoir s'il s'agit de la révéler, la dénoncer, la critiquer, l'analyser, et donc d'une manière ou d'une autre d'en montrer la part d'humanité ou au contraire de la célébrer, d'en nier justement toute part d'humanité.

Et pendant que cet imbécile que nous dénonçons fait croire qu'il représente la jeunesse des quartiers pour gagner son fric, une jeune fille afghane a fui la guerre dans son village en rasant pour dire sa colère et sa volonté de vivre. Elle s'appelle Sonita et est extraordinaire. Allez voir ce film qui raconte son histoire en Iran, en butte aux contrôles policiers et à la difficile recherche d'un logement, à la pression de sa famille qui veut la «marier» contre 9000€, autrement dit la «vendre»... et qui s'en sort par le rap.

Mais les médias préfèrent parler de ce rap qui tue au lieu de celui qui lutte : pour Elams, 4 millions de vues et pour Sonita, seulement 370 000.

A nous de faire vivre autre chose dans l'imaginaire de nos enfants, même pour parler de la violence.

Pierre-Alain MILLET- *Adjoint au maire*

MÉCANIQUE SAUVAGE

Depuis quelques mois les Conseils de Quartier du plateau des Minguettes se sont fixés un objectif de première importance, celui de venir à bout des chantiers de mécanique sauvage qui gênent, défigurent et polluent les espaces verts.

Pour ce faire ils se sont appuyés sur l'investissement des habitants qui ont souvent dénoncé cette situation qui dégrade la qualité de leur lieu de vie.

Tous les acteurs se sont mobilisés pour entamer un travail en profondeur sur cette problématique.

Après diverses réunions et prises de contacts entre les Conseils de Quartier et la DUPS (Direction Unique de Prévention Sécurité), les opérations ont été mises en place pour mettre fin à ce travail dissimulé et complètement hors la loi. Dans ces opérations, le concours des habitants a été précieux et courageux.

La preuve est faite, une fois encore, de l'importance des Conseils de Quartier qui donnent aux habitants de notre ville la proximité nécessaire pour être entendu. Le travail en faveur du vivre ensemble continue par l'action de tous.

Nacer KHAMLA - *Conseiller municipal*

LE MÉDIATIQUE ET LE TERRAIN

Ainsi, En marche et le Front National sont au deuxième tour de la présidentielle et des législatives à Vénissieux. Mais physiquement, ils étaient presque absents des bureaux de vote !

Le FN n'envoie personne... Et En marche n'était présent que dans sept bureaux sur les 29 de la ville...

Et si on n'autorisait, dans chaque bureau, que les candidats représentés par un assesseur ?

Pierre-Alain MILLET- *Adjoint au maire*

DOSSIER MÉTROPOLE

Pour créer la Métropole, Gérard Collomb a passé un accord avec l'ancien président de droite du département. Puis il lance Emmanuel Macron, et le mouvement En Marche comme la généralisation de l'expérience de la Métropole de Lyon dont la majorité politique est une alliance «de gauche et de droite».

Le Président Macron fait le « cadeau » de la suppression de la taxe d'habitation, promettant une compensation aux communes... Bref, il remplace la TH par les impôts nationaux, dont le premier est la TVA ! Nous avons l'expérience de la taxe professionnelle unique et de sa compensation restée figée depuis 2002. Dans les faits, les communes ont perdu toutes les recettes de leur dynamique économique. Tout va à la Métropole et seulement 1/3 des investissements bénéficient aux communes.

Collomb, en nouveau ministre de l'Intérieur affirme, qu'il n'y aura pas de zone de non droit... Très bien, mais qu'a-t-il fait sur la sécurité comme président de la Métropole ? Rappelons nous que l'ancien maire André Gerin avait démissionné de ses fonctions de vice-président à la sécurité devant l'absence de volonté du président d'engager une vraie politique de tranquillité publique.

Toutes les études le confirment. Si la métropole de Lyon a bénéficié d'une dynamique économique, c'est au détriment des zones périphériques. Les ségrégations sociales sont aggravées, concentrant toujours plus les cadres supérieurs et professions libérales dans Lyon, faisant partir les milieux populaires et renvoyant les difficultés sociales dans les quartiers périphériques.

Nous avons l'expérience de la Macronie.

Oui, Gérard Collomb est le ministre de l'Intérieur d'une France fracturée avec d'un côté ceux qui gagnent et de l'autre ceux qui souffrent. Son succès apparent n'est que temporaire, tant l'abstention a dénaturé ces élections.

Dans ce contexte, le travail des élus communistes métropolitains doit être mieux connu !

Pierre-Alain MILLET- Adjoint au maire

PROJET DE REFORME DES OUTILS SOLIDARITÉ

Extrait d'intervention au Conseil de la Métropole du 22 mai 2017 - Marie-Christine Burricand, Conseillère municipale de Vénissieux, conseillère métropolitaine

Cela fait bientôt deux ans et demi, monsieur le Président, que vous avez récupéré les compétences sociales du Département expliquant que détenant tous les moyens d'intervention, vous alliez pouvoir montrer votre efficacité avec la Métropole. Mais, nous sommes toujours en attente, dans cette assemblée, d'une discussion sur un projet global, d'une ambition, des objectifs, au regard des besoins qui sont, comme vous le savez, croissants. (...)

De plus en plus de gens en difficultés et de moins en moins d'argent ! Alors, monsieur le Président, nous aimerions en savoir un peu plus.

Qu'en est-il, par exemple, de l'évolution des effectifs, du nombre de postes vacants, des non-remplacements de personnels ? Il y a un an, vous ne démentiez pas que nous ayons 900 postes vacants, chiffre annoncé par les organisations syndicales, et un grand nombre de ces postes sont sur les missions sociales... Où en sommes-nous, aujourd'hui, de ces vacances de postes ? Quel délai d'attente pour un premier rendez-vous ? Je n'ai pas vraiment besoin d'aller au cinéma pour mesurer les difficultés des usagers, je n'ai qu'à me promener dans Vénissieux ! Donc, quel délai d'attente pour un premier rendez-vous ? Quelle ambition pour la prévention et le dépistage des handicaps ? Combien d'infirmières scolaires ? Combien de médecins de PMI ? Quel soutien pour les familles confrontées aux addictions ? Quels objectifs de réduction de la pauvreté et du mal-logement pour les personnes vivant dans la rue ? Quels objectifs pour réduire le non-recours aux droits ? Quel temps d'attente pour traiter les dossiers en ce qui concerne les personnes handicapées et les personnes âgées ? Quel délai pour trouver une place en EHPAD ou en CANTOU (Unité protégée Alzheimer).

Nous aimerions bien avoir des chiffres précis sur ces questions et nous fixer ensemble des objectifs ambitieux.



ECHOS DU CONSEIL

Mais où est donc Christophe Girard ?...

Il se présente sans étiquette aux municipales mais il est membre du groupe LR à la Métropole. Investi par De Villier aux législatives 2007, puis par l'UMP en 2012. Il est filloniste en 2017, puis « tout sauf macroniste » entre les deux tours des présidentielles.

Il justifie son engagement contre Macron en dénonçant « la violence de l'ultra-libéralisme et la casse sociétale. » mais il s'affiche, sans état d'âme, au côté du FN, le parti de la violence nationaliste et raciste.

Christophe Girard, nagerait-il en eau trouble ?

Sans oublié qu'il a été, un moment, contre son co-listier municipal Maurice Iacovella, suppléant LR de Doriane Corsale.

Le flou de son positionnement n'ayant rien à envier au flou de son action, les Vénissiens se posent la question : mais où est donc Christophe Girard ? Et à quoi sert-il ?

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions

Par courrier : Groupe des élus communistes et apparentés - 5 av. Marcel Houël 69200 Vénissieux
par mail : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe : <http://gec.venissieux.org>